



FOCUS ÉCOLOGIE

Au Pérou, la nature en open bar

Tandis que le Pérou est confronté depuis un mois à une vague de manifestations et à un gouvernement de transition, le Congrès reste aveugle face aux défis environnementaux. Bilan à l'ouverture de la COP 30 à Belém.

VENDREDI 7 NOVEMBRE 2025 GILLES LABARTHE LIMA



Au Pérou, quel avenir pour le climat et l'environnement? L'annonce de la candidature de Keiko Fujimori, fille de l'ancien dictateur Alberto Fujimori, pour la présidentielle de 2026 suscite déjà une vague de contestations. GLE

PÉROU ► Que faire pour lutter contre la vague de violences et d'extorsions qui s'est encore étendue ces derniers mois dans la capitale du Pérou, et surtout en périphérie? Face au crime organisé, le nouveau président par intérim, José Jeri, a annoncé le 21 octobre l'état d'urgence à Lima et dans le port voisin de Callao, pour trente jours. Mais dans la capitale, les

manifestations se poursuivent et dénoncent la montée de l'insécurité. Des milliers de manifestant·es ont défilé ces dernières semaines sur le Paseo de la República et la vaste place longeant le Palacio de Justicia, aujourd'hui siège de la Cour suprême de justice.

Ces derniers jours, d'autres actions bloquaient les rues aux alentours du Congrès. Le soir, à quelques centaines de mètres, la plaza San Martín, proche de l'université, est elle aussi régulièrement occupée par des militant·es qui expriment leur ras-le bol et haranguent les passant·es, dans des discours enflammés. Les principaux partis politiques du pays en prennent pour leur grade: complices de corruption, eux aussi, ou accusés d'entretenir des liens directs avec les réseaux mafieux.



«Nous allons recourir auprès du Tribunal de justice de la communauté andine pour réclamer des sanctions» Cesar Ipenza

En ligne de mire se trouve le parti Fuerza popular, de Keiko Fujimori, fille de l'ancien président Alberto Fujimori (arrivé au pouvoir en 1990, condamné à l'emprisonnement notamment pour crimes contre l'humanité, libéré en 2023 et mort en septembre 2024). Keiko Fujimori a annoncé son intention de se présenter comme candidate pour les prochaines élections de 2026. Or sa vision pour l'avenir du Pérou

ressemble en tous points au programme que s'était fixé son père dans les années 1990: donner toute la priorité aux deux locomotives de l'économie péruvienne, à savoir l'exploitation minière et le secteur de l'énergie. Et tant pis pour le climat et l'écologie.

Loi détournée

A Lima, Cesar Ipenza, célèbre avocat de défense des droits humains et environnementaux, qui a aussi œuvré comme conseiller pour plusieurs ministres, donne un exemple de cette dérive extractiviste, déjà en cours. Une politique qui s'inspire de plus en plus des pratiques de l'ex-président brésilien Jair Bolsonaro, autorisant et même encourageant ouvertement l'exploitation effrénée de ses sols, sous-sols et ressources naturelles, y compris jusqu'en Amazonie péruvienne.

Il existe pourtant une ancienne loi censée protéger l'environnement: la loi sur les forêts et la faune sylvestre. Mais elle a été réformée d'une étrange façon. La ratification de sa nouvelle version en janvier 2024 par le Congrès permet désormais de légaliser les terres déforestées par des entreprises et par des particuliers. Ce brusque changement de cap aurait été effectué pour répondre notamment à la pression du lobby minier, le plus puissant du pays. Il représente une véritable aubaine pour le secteur privé et ouvre de fait la voie à une véritable ruée vers les matières premières: or, bois précieux, terres brûlées pour faire place à l'élevage intensif et aux monocultures... comme le dénoncent les défenseurs de la nature et des communautés autochtones victimes des déprédations. Sans parler de risques liés à l'extension de la culture de la coca et du narcotrafic.

C'est peu dire qu'au Pérou, l'économie prime sur le climat. Les Ministères des mines et de l'agriculture sont historiquement bien mieux dotés et plus influents que celui de l'environnement, créé en... 2008 seulement. Et la récente «dénaturation» de la loi sur les forêts et la faune sylvestre a même fait réagir la responsable, à l'époque, de ce dernier portefeuille (de

2022 à 2024). Albina Ruiz Ríos avait en effet averti en janvier 2024 que ce nouveau texte de loi, désormais, «régularise les activités illégales liées à la déforestation, générant une pression sur les forêts, augmentant l'émission de gaz à effet de serre et accélérant la perte de notre patrimoine naturel».

Puissance des lobbies

«Ces dernières années, tous les présidents précédents ont plié face au poids des lobbies de l'extraction, ont été corrompus ou jetés en prison», résume sur place le fondateur d'une ONG étasunienne de protection de l'environnement, qui préfère ne pas être cité. Le dernier président élu, Pedro Castillo, peut-être le seul chef d'Etat à avoir tenté d'exiger des réformes, a été destitué un an seulement après son élection surprise en 2021 (lire ci-dessous).

Pour le responsable d'ONG, pas de doute: si cette modification de la loi sur les forêts a été validée, c'est bien parce que la majorité des congressistes influents sont liés aux intérêts des secteurs aurifères et de l'exploitation du bois, ou même directement impliqués dans ces activités.

Est-ce un hasard si, dès l'entrée en vigueur de cette nouvelle formule très permissive, le pays a connu la pire année en termes de nombre d'incendies, sur tout son territoire, et aux environs de Cusco en particulier, mais aussi dans le bassin amazonien? Tandis que le bilan de 2024 bat tous les records (lire ci-dessous), l'inquiétude est de mise pour 2025. Le Pérou fait partie des huit pays partageant des frontières avec l'Amazonie et des institutions censées en réguler la situation et préparer l'avenir, comme l'Organisation du traité de coopération amazonienne (OTCA). Celle-ci pourrait-elle être saisie et intervenir? Vu l'absence de volonté politique de la plupart des autres pays de protéger clairement la forêt amazonienne, Cesar Ipenza en doute fortement.

Remise à l'ordre andine?

Pour lui, seule la Communauté andine des nations (CAN, ex-Pacte andin, constituée de la Bolivie, de la Colombie, de l'Equateur et du Pérou) pourrait servir le levier: en effet, la CAN «dispose de normes environnementales contraignantes et de lois contre l'exploitation minière illégale... qu'hélas notre pays ne respecte pas». L'avocat rappelle que le secrétariat général de la CAN a d'ailleurs sommé récemment le gouvernement péruvien de se mettre enfin aux normes, pour éviter en particulier la contamination au mercure – utilisé pour le traitement de l'or — de populations entières, notamment en Amazonie péruvienne, dans le département de Loreto.

L'institution internationale appliquera-t-elle des sanctions? «Nous allons recourir auprès du Tribunal de justice de la communauté andine, qui est une instance supranationale regroupant ces quatre pays, pour le réclamer. Sanctionner le Pérou, la CAN peut le faire. Tout comme elle peut imposer des tarifs douaniers.» Par exemple, sur les importations massives de mercure au Pérou, masquées par une grande opacité. «C'est la première fois, dans l'histoire de la CAN qu'un cas comme celui-ci se présente», souligne Cesar Ipenza.

Une chose est sûre: les regards seront aussi tournés vers le Pérou, attentifs à la position officielle du nouveau gouvernement concernant ces questions, lors de la Conférence sur les changements climatiques, la COP 30, qui s'ouvre de manière très symbolique ce lundi à Belém, en Amazonie brésilienne.

DE SINISTRES RECORDS DE DESTRUCTION S'ACCUMULENT

Nombre d'incendies, surfaces déforestées, dégâts matériels... Au Pérou, chaque

nouvelle année bat la précédente en termes de records enregistrés.

Le Centro de Operaciones de Emergencia Nacionales (OCEN) a averti cette année le Congrès, et en particulier sa Commission spéciale des risques et catastrophes naturelles, du nombre de sinistres enregistrés: pas moins de 1966 pour 2024, touchant y compris de nouvelles zones rurales et d'altitude comme dans les régions de Cusco, Huánuco et Puno. Les pratiques des mises à feu volontaires pour préparer des terres à l'agriculture, libérer des espaces de la forêt amazonienne pour la ruée vers l'or ou faire place à des vastes élevages de bétail, suivant les pratiques brésiliennes, sont de plus en plus visibles dans le département de Madre de Dios, surtout depuis la finalisation, en 2013, de la route interocéanique traversant toute la région d'est en ouest, facilitant le trafic avec le Brésil et la Bolivie, en direction de Cusco et Lima.

Mais la hausse des températures observées est aussi en cause, note l'OCEN. Sur les terrains «libérés» du couvert forestier, elles peuvent atteindre en saison estivale plus de 40 degrés. Résultat: même une partie de l'Amazonie péruvienne s'assèche. Un comble, pour une région tropicale et humide. Le bilan 2024 vient hélas compléter une décennie de ravages environnementaux. Récemment, une étude du réseau MapBiomias Perú (initiative de cartographie interactive lancée par plusieurs ONG péruviennes actives dans la conservation, comme Instituto del Bien Común ou RAISG (Réseau amazonien d'information socio-environnemental et géoréférencé) signalait que de 2013 à 2024, les incendies de forêts ont brûlé plus de 2,3 millions d'hectares à travers le pays — plus de la moitié de la surface de la Suisse.

Au niveau politique, la candidature de Keiko Fujimori pour 2026 n'annonce rien de positif. Elle avait perdu la présidentielle de 2021 face à Pedro Castillo, un maître d'école rural et syndicaliste issu des communautés indigènes, qui avait créé la surprise. Ces dernières années, il a sans doute été le seul président à tenter de s'opposer frontalement aux intérêts miniers en tentant de mieux réguler le secteur et d'assurer un début de répartition sociale des bénéfices. Il avait même nommé comme première ministre Mirtha Vásquez, une militante de l'environnement et des droits humains. Le Congrès a vite bloqué ses intentions avant de le destituer en 2022, puis de le faire remplacer par une candidate elle aussi à droite de l'échiquier politique, Dina Boluarte — également destituée le 10 octobre 2025 après avoir été poursuivie par les autorités judiciaires, entre autres pour enrichissement personnel. GLE

Ce reportage a été réalisé avec le soutien de la Fondation Liliane Jordi pour le journalisme.

ÉCOLOGIE FOCUS ÉCOLOGIE GILLES LABARTHE PÉROU

A lire également



PÉROU

Nouveau président après la destitution de Dina Boluarte
VENDREDI 10 OCTOBRE 2025 ATS/AFP



SOLIDARITÉ

L'ONU remettra-t-elle Castillo au pouvoir au Pérou?
LUNDI 8 SEPTEMBRE 2025 BENITO PEREZ



PÉROU

Un militant écologiste assassiné en Amazonie
LUNDI 28 JUILLET 2025 ATS/AFP



LIVRES

Vargas Llosa, mort d'un géant
LUNDI 14 AVRIL 2025 ATS/CO

QUI SOMMES-NOUS?

Association éditrice

Équipe

Chartes

Soutenir Le Courrier

Contacts

Politique de cookies (UE)

PUBLICITÉ / PARTENARIATS

Tarifs publicitaires

Partenariats

Naissances et Mortuaires

Formulaire Memento

BOUTIQUE

Don / Souscription

ABONNEMENTS

Abonnements

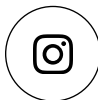
Bon cadeau

Conditions générales de vente

Réductions de la Carte Côté Courrier

Application

Suivez-nous



Créé par Onepixel & Wonderweb & EPIC